

Analyse

Groupe PPE : Viktor Orbán prend ses cliques et ses clashes

Article réservé aux abonnés

Le parti du Premier ministre hongrois a quitté mercredi le groupe conservateur au Parlement européen, anticipant une possible suspension. Cette décision l'isole et pourrait renforcer le risque d'un «Hunxit».

par [Jean Quatremer](#), correspondant à Bruxelles (UE) et [Florence La Bruyère](#), correspondance à Budapest

publié le 3 mars 2021 à 19h29

Viktor Orbán a claqué, mercredi matin, la porte du groupe politique du PPE (Parti populaire européen, conservateur) du Parlement européen. Le Premier ministre hongrois a préféré prendre les devants, craignant que les douze eurodéputés du Fidesz, son parti, ne soient suspendus du groupe dans les prochaines semaines. Un séisme, puisque la dernière fois qu'un parti a quitté le PPE, c'était en 2009, lorsque les conservateurs britanniques de David Cameron avaient décidé de créer leur propre groupe, l'ECR, jugeant le PPE qu'ils avaient rejoint en 1994 trop fédéraliste à leur goût. Sept ans plus tard, c'était le Brexit...

Le Fidesz est un rocher dans la chaussure du PPE depuis que Viktor Orbán a pris un virage illibéral lors de son retour au pouvoir en 2010. Sa dérive autoritaire, contraire aux valeurs du PPE, aurait dû lui valoir depuis longtemps une expulsion du parti (plus large que le groupe puisqu'il compte 70 formations conservatrices provenant de 40 pays du Vieux Continent). Mais la chancelière conservatrice allemande Angela Merkel, qui contrôle le PPE, l'a toujours protégé en partie par fidélité à son prédécesseur Helmut Kohl, qui voulait en faire la famille d'accueil de tous les partis conservateurs (et pas seulement démocrates-chrétiens) d'Europe. Surtout, elle ne voulait pas affaiblir le PPE, son relais d'influence à l'Est, et elle considérait qu'il valait mieux avoir Orbán à l'intérieur, sous un relatif contrôle, qu'à l'extérieur. Elle n'était pas seule, loin de là, les droites française, espagnole, italienne ou encore portugaise étant sur la même ligne.

Réforme du règlement intérieur

Mais en mars 2019, devant les outrances d'Orbán qui venait d'interdire l'Université d'Europe centrale de George Soros sur fond de campagne antisémite et d'insulter Jean-Claude Juncker, le président (PPE) de la Commission, la chancelière a été contrainte de prendre ses distances et d'accepter sa «suspension» sine die du parti. Elle n'a pas fait ce pas de côté seulement pour des raisons morales, mais aussi parce que la présence d'Orbán risquait de gêner la campagne de l'Allemand Manfred Weber (président du groupe PPE) pour la présidence de la Commission.

Mais les opposants au Fidesz ont poursuivi leur travail de sape au sein du PPE pour s'en débarrasser totalement. Mercredi, le groupe politique a fini par voter (par 148 voix contre 28) une réforme de son règlement intérieur afin d'inscrire une possibilité de suspension (à la majorité absolue de 50 % des députés européens) qui n'existait pas jusqu'alors, seule une expulsion (à une majorité inatteignable des deux tiers) étant possible...

Orbán a immédiatement pris les devants. Pour lui, cette réforme est une démarche «hostile» qui vise «clairement» sa formation : *«C'est antidémocratique, injuste et inacceptable, a-t-il clamé sur Twitter. Il est tout à fait décevant de voir que le groupe du PPE tente de réduire au silence nos eurodéputés démocratiquement élus.»* *«C'est une frappe préemptive d'Orbán, partir avant d'être exclu»*, analyse la députée hongroise indépendante Bernadett Szél.

«Echec sur deux tableaux»

«C'est la fin d'une romance, explique István Hegedüs, l'un des fondateurs du Fidesz qu'il a quitté en 1993 et qui préside désormais la Hungarian Europe Society, un think-tank indépendant basé à Budapest. Orbán n'appartient plus à l'élite qui tient les rênes de l'Union. Son autoritarisme et son éloignement des valeurs démocratiques font que sa place est aujourd'hui clairement avec l'extrême droite. Orbán va perdre en influence, mais cette perte d'influence a déjà commencé. Le thème de la migration, qu'il ne cesse de labourer, est moins important. Son chantage – «je ne vote pas le plan de relance européen si on m'applique le mécanisme de l'Etat de droit» – a contribué à le marginaliser. Pendant des années, sa stratégie a été de jouer sur les deux tableaux : à la fois rester dans le groupe PPE pour avoir leur protection et se parer d'une certaine légitimité «chrétienne-démocrate», tout en créant des liens forts avec les populistes extrémistes afin de devenir le chef de file d'une Europe populiste. Il a échoué sur les deux tableaux et se retrouve aujourd'hui à la marge.»

Mais si Orbán quitte le groupe politique, il n'a pas encore annoncé qu'il quittait le PPE lui-même où il n'existe pas de majorité pour l'exclure, sauf

si la CDU-CSU allemande décide de le lâcher. Reste aussi à savoir où les douze élus Fidesz vont aller siéger. Le groupe eurosceptique ECR semble être la destination la plus logique. L'ECR a d'ailleurs immédiatement fait part de sa «*solidarité*» avec le Fidesz. Ce serait une bonne opération pour lui puisqu'il passerait ainsi de 62 députés (sur 705) à 74, dépassant ainsi les écologistes (73 députés). «*Mais voudra-t-il siéger dans un groupe dominé par les Polonais du PiS et la Ligue de Salvini*», s'interroge un fonctionnaire du Parlement ?

A plus long terme, est-ce que ce départ d'Orbán entame le compte à rebours vers un «Hunxit» ? Pour Akos Hadházy, député indépendant et élu local du Fidesz jusqu'en 2014, c'est un risque : «*Orbán ne cesse de faire de l'eurobashing. Si l'Union empêche Orbán de continuer à piller les fonds européens, il y a un risque de Hunxit à moyen terme. Mais pour cela, il faudra un référendum. Si la majorité des Hongrois veulent rester, le sentiment pro-européen a tendance à s'éroder.*»